

LA GUERRE VUE AUTREMENT

Février 2022 :

La **guerre permanente**, intérieure et extérieure, contre le droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes retrouve sa forme la plus violente.

Après la "guerre" à l'aide d'un virus, la guerre contre les peuples se poursuit avec des bombes. La sidération se poursuit sous une autre forme. Le bourrage de crâne et la mise au pas s'amplifient. Les mêmes politiques et les mêmes médias, au service d'une ordre établi qui se modifie, continuent à nous emprisonner dans une vision binaire du réel.

Après **le dépôt de bilan économique et écologique** de l'économie mondiale, la **répartition** de forces concurrentes, imposée par l'Europe de Maastricht, malgré notre "NON" majoritaire, et l'impérialisme US s'effondre temporairement.

Les impérialisme russes et chinois s'allient temporairement, pour organiser une nouvelle répartition de leurs zones d'influence et d'occupations économiques et militaires. Rien de nouveau sauf pour les peuples qui en subissent les conséquences : perte de droits et de libertés + sanctions économiques des pays belligérants + perte de leur indépendance + vie chère + insécurité ambiante + perte de la vie.

Les élections internes à chaque pays s'en trouvent d'autant plus faussées. C'est le cas de la France en 2022. Ma position est simple :

FRANCE : BOYCOTT CITOYEN d'une élection faussée

C'est, *je crois*, une façon de retrouver une forme d'indépendance consciente. C'est dommage mais les professionnels de l'enfumage, *tous bords réunis*, ne nous laissent peu de marge de manœuvre.

La Ve République est un cadavre que les candidats ressuscitent à chaque élection à nos dépens. Ils nous demandent de sauver les restes.

Le déni de démocratie, illustré par la négation de notre "NON" au traité européen en 2005, se poursuit sous des formes plus habiles mais voyantes : élimination de candidats avant l'élection, campagne de dénigrement et de calomnies, manœuvres diverses et variées de ralliements, promotion médiatique sélective de candidats comme des produits de consommation, candidats écartés des débats...

Tous persistent dans le déni de démocratie mais le contexte a changé !

Aujourd'hui, notre pays est impliqué dans une guerre avec la 2e puissance militaire du monde (sanctions + envoi d'armes et de militaires aux frontières + soumission totale aux intérêts US.)

Pourquoi notre pays a besoin de ce conflit ?

L'économie mondiale est aux abois malgré les apparences et malgré la partie visible de l'iceberg, les multimilliardaires.

Sans un torrent de fausse monnaie, déversé sans compter par les banques centrales comme le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE), l'économie dite "capitaliste" devrait déposer son bilan comme toute entreprise mal gérée. En clair, les bases mêmes du fonctionnement de l'économie dite "mondialisée" sont faussées, tronquées, truquées. En comptabilité, cela s'appelle de la "cavalerie", c'est illégal et condamnable devant un tribunal.

Aucun citoyen, aucune citoyenne ne pourrait vivre ainsi avec ses revenus de salarié-e- ou d'indépendant, d'artisan, de commerçant ou de responsable d'une activité économique.

Les lois économiques et les règles de bonne gestion sont les mêmes pour des milliards d'individus sauf pour une poignée de privilégiés qui contrôlent et maîtrisent les leviers de la monnaie par l'intermédiaire d'une armada d'instances serviles qui transforment la gestion économique et politique d'un pays ou d'un ensemble de pays en stratégies et en décisions de type mafieuse.

Le corolaire sera d'utiliser la force pour imposer leurs décisions destructrices de la vie en société voire de la vie tout court.

Dans ces conditions, il est aisé de devenir multimilliardaires au détriment de tous les autres parce que ces nouveaux corsaires ont acquis le droit de détourner toutes les règles économiques, sociales, monétaires, financières et fiscales.

Résultat de cette civilisation de la tricherie : une poignée de corsaires possèdent l'équivalent de la moitié de la richesse mondiale.

Même le corsaire maloin Surcouf en serait probablement révolté.

Les larbins de tous horizons trouvent cela normal. La plupart de celles et ceux qui pensent que ce n'est pas juste se contentent de pleurnicher, de prier ou de quémander. En fait, ils-elles maquillent leur

capitulation en théories bidons qui conduisent, en définitive, à des formes élaborées de la servilité pour assurer la continuité d'un système qui leur octroie une place, si insignifiante soit-elle. Les possédants, les dirigeants nomment cela "le ruissellement" au lieu de "corruption".

Le mot adapté serait plutôt, *à mon avis*, l'aumône comme le chèque de 100 euros du gouvernement français ou les "5 euros" d'une compagnie pétrolière. Ces aumônes valident le droit d'organiser **la vie chère au lieu d'instaurer le blocage des prix**.

Une expérience personnelle :

Le travail d'intermédiation financière, c'est-à-dire celui de banquier, est un métier sérieux qui demande de la conscience, de la compétence, une capacité d'analyse d'ensemble, de la rigueur, de l'intégrité et une capacité d'indépendance dans la prise de décision. Pas facile tellement les facteurs à mettre en équation sont multiples et contradictoires mais cela est possible.

Personnellement, j'ai eu la chance d'être passionné par ce métier à une époque où il était encore possible de l'exercer d'une façon saine et, surtout, utile aux professionnels-elles et à l'économie locale ou nationale.

Dans sa fuite en avant pour masquer ses contradictions fondamentalement insolubles, l'économie capitaliste a financiarisé à outrance tout ce qu'elle touche, tout ce qu'elle cotoie. Les métastases que sont les activités économiques financiarisées finissent par contaminer toutes les activités humaines qui terminent, parfois, sous assistance respiratoire. En économie, cette "assistance respiratoire" ne se traduit pas par de l'oxygène mais par une émission monétaire qui se révélera mortelle à terme.

Une nouvelle guerre, "mondiale" ou pas leur devient nécessaire pour remettre leur économie à plat et se reconstruire sur des cimetières comme ils l'ont déjà fait au prix d'un génocide, légal et glorifié, lors des deux premières guerres mondiales, suivies de nombreuses guerres locales ou nationales (Corée, Vietnam, Algérie,...)

Il est possible que la guerre qui vient de commencer ne soit qu'un début. Elle arrange toutes les grandes puissances qui vont se répartir les rôles pour maintenir leurs peuples respectifs sous la contrainte.

Comme l'arnaque du "covid" qui avait déjà été présentée comme "une guerre", l'affrontement armé ici et là va sidérer et "confiner" à nouveau les populations dans un état de perte de libertés et d'acquis.

Cette nouvelle donne va contribuer, de fait, au "grand reset" de l'économie mondiale et des rapports de force. Il n'est pas sûr que ses concepteurs soient, en définitive, les gagnants de cette partie d'échecs dont les perdants sont déjà connus : les peuples de chaque pays.

Le droit qui est bafoué systématiquement par l'ordre mondial est :

LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES.

Rien de nouveau.

Il faut comprendre que la guerre contre un peuple tiers est, d'abord, la poursuite de la guerre contre son propre peuple qu'il soit français, américain, russe, ukrainien ou chinois. Dans chacun de ces pays, la répression s'amplifie depuis quelques années. Il s'agit d'un entraînement (affaire Benalla + "Gilets jaunes" mutilés) parce que la situation imposée aux populations amènera les gouvernants à aller toujours plus loin dans la violence et la provocation.

La dramaturgie imposée au niveau mondial durant ces deux dernières années a permis de masquer une faillite généralisée en déversant des centaines de milliards pour maintenir un certain niveau de dividendes sous prétexte de "sauver" l'économie. Pure hypocrisie. Les records de dividendes atteints par les groupes côtés indiquent où une partie de ces milliards sont passés. Rien de nouveau ! C'était le cas en 2008-2009.

Les mots "faillites d'entreprises" et "chômage" sortent du vocabulaire de presque tous les élu-e-s. Cela est significatif d'une entente tacite entre les principaux courants politiques sur notre avenir. Si nous n'étions pas en guerre, nous pourrions croire que nous vivons dans un monde de bisounours. Rien de tel !

Les sujets qui conditionnent nos vies resteront marginaux dans les élections françaises. Je refuse de cautionner cette mascarade. Je répète :

FRANCE : BOYCOTT CITOYEN d'une élection faussée.

J'ai trop de respect pour l'action politique et la notion d'engagement pour mélanger ma voix à celles de faussaires, de capitulards et de lâches voire de traites.

Un souvenir parmi d'autres :

Je me souviens qu'à la veille du krach de 2008, le niveau des bénéfices cumulés des sociétés cotées du CAC 40 n'avait jamais été aussi élevé soit environ 100 milliards d'euros (résultats 2007).

Aujourd'hui, 135 milliards, 14 ans plus tard (résultats 2021). Il est clair que les autorités monétaires et les politiques ont anticipé un krach boursier. **Jusqu'à quel point ?**

Certains pays et certains fonds d'investissements auraient intérêt à ce qu'ait lieu ce krach boursier ou monétaire pour ramasser la mise et changer les rapports de force. La vraie "guerre" n'est pas forcément là où on nous demande de regarder, là où des bombes explosent.

La guerre contre le droit des peuples à construire leur histoire ne s'est jamais arrêtée comme dans l'ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Arménie, au Yémen, au Mali et...en mer.

Il ne faut pas oublier non plus que nous vivons sur une planète gérée par un système économique qui organise la faim dans le monde pour environ 2 milliards de personnes (cf le magazine "Reporterre") + (Lire le livre de Monsieur Jean ZIEGLER, "Destruction massive-Géopolitique de la faim").

(<https://www.seuil.com/ouvrage/destruction-massive-jean-ziegler/9782021060560>)

Ce monsieur était le responsable du programme contre la faim à l'ONU. Il explique, dans son livre, comment il a été bloqué chaque fois qu'il voulait mettre en place une solution efficace en associant les populations concernées.

Combien finissent par mourir...de faim ? 100 millions ? 200 millions ?

Plus que les deux guerres mondiales réunies ? Pas un mot ! Après le krach économique de 2008, j'avais annoncé 200 millions de morts.

Trois ans plus tard, les chiffres officiels des affamés avaient augmenté de... 200 millions. Un affamé ne reste jamais affamé. Soit il ne l'est plus, soit il meurt. Aujourd'hui, la guerre des prix sur le blé provoquera plus de morts que l'affrontement armé.

FRANCE : BOYCOTT CITOYEN d'une élection faussée